

Lucet: une balle de trop...

Meurtre ou suicide ? Les experts ne sont pas d'accord : comme toujours à Marseille, chacun a rejoint son clan...



Françoise Lucet devant la presse, le 18 mars
Personne n'a rien « manipulé »

■ Allée des Ormeaux à Saint-Barnabé, ancien petit village de joueurs de pétanque devenu une des banlieues résidentielles de Marseille. Vingt mille francs le centimètre carré, me dit un vieux Marius, un survivant de l'ancienne population. Des Mercedes dans tous les jardins. La villa des Lucet. Un mas provençal avec des prétentions de gentilhommière, grilles en fer forgé, tuiles romaines, balcons ombragés de conifères précieux. C'est là que tout a commencé et c'est par là que je commence.

Il est 9 heures du matin. Mais je ne suis pas le seul. Les plus fins limiers de la presse française sont assis sur le trottoir, en face, en faisant semblant de ne pas se connaître. Une équipe de la C.B.S. braque trois caméras sur la villa aux volets clos. Je sonne à la porte sous les ricanelements de mes confrères.

9 h 35. Nous allons tous ensemble interviewer la voisine. Elle a l'habitude. Elle a acheté une grande cafetière à l'intention des journalistes. Nous apprenons que la « Villa Lucet » vaut cent quatre-vingts millions de centimes, que ce n'était pas un logement de fonction, qu'elle appartenait bien à l'ancien directeur de la caisse primaire d'assurances-maladie des Bouches-du-Rhône. Dans la foulée, nous apprenons aussi que René Lucet était le fils d'un gros industriel. Le mari qui surgit en pyjama dans la cuisine n'est pas d'accord. René Lucet était un fils de petit culti-

vateur ou de cantonnier qui avait fait son chemin à la force du poignet. Les tragédies qui se prolongent tournent toujours à la farce.

10 heures. Devant le commissariat de Saint-Barnabé, un petit commissariat de quartier que rien ne prédestinait à devenir l'épicentre d'un séisme politique, nous parlons avec un brigadier intraitable. Nous demandons à rencontrer un inspecteur qui répond au prénom romantique de Gisèle.

« Elle est malade, Mme Gisèle, hurle le brigadier. Elle a la grippe, la bronchite, elle est couchée. Les médecins sont inquiets. Vous comprenez le français ?

— Pas très bien », répond un cameraman de la C.B.S.

Mais cette ruse grossière ne prend pas.

Et c'est bien dommage. Parce que la douce Gisèle, à qui je souhaite un prompt rétablissement et que j'imagine ravissante, est au cœur de la nouvelle affaire Lucet.

Revenons à la matinée du 4 mars. Un peu après 6 heures, on sait que René Lucet demande un verre d'eau à sa femme, Françoise. Alors qu'elle est encore dans la cuisine ou qu'elle est déjà dans l'escalier qui monte vers la chambre, Mme Lucet entend un bruit sourd, puis une détonation. Après, c'est le brouillard. Selon certains témoignages, ce qui se passe ensuite n'est pas une démonstration d'efficacité policière.

Mme Lucet découvre le corps de son mari et appelle d'abord au secours un ou plusieurs chauffeurs-gardes du corps de son époux. On ne sait pas s'il en est venu un ou s'il en est venu quatre. On ne sait rien. Ensuite, Mme Lucet téléphone à la police et, à 7 h 15, l'inspecteur Piazza arrive. Un brave garçon. Mais on dit que ce n'est pas lui qui inventera la paire de menottes électromagnétiques. On dit aussi qu'il s'est un jour courageusement porté au secours d'un pickpocket pris à partie par la foule et qu'il lui a équitablement rendu le portefeuille de sa victime.

Piazza jette un rapide coup d'œil dans la chambre du drame. Il juge inutile de relever l'identité des personnes présentes. Plus grave encore, il arrache de la main du mort le revolver à barillet, un Taurus spécial de calibre 38, et l'emporte au commissariat.

Mémoire vacillante

Mais l'O.P.J. Gisèle s'affole en voyant que Piazza a rendu toute investigation impossible en s'emparant du revolver. Elle prend son collègue par l'oreille et le ramène à la villa avec l'arme. Mais c'est trop tard. Mme Lucet a tout nettoyé. L'O.P.J. Gisèle oblige l'assistance à tout remettre en place. Elle est bien obligée de se fier à la mémoire vacillante de Piazza. Surtout pour replacer le revolver dans la main du suicidé. Nous sommes dans l'approximatif méditerranéen, dans l'insouciance méridionale.

Cette version est fermement démentie par Mme Lucet. Dans une déclaration faite à la presse le 18 mars, elle affirmera qu'elle a, aussitôt après la découverte du corps de son mari, appelé deux de ses « employés dévoués » ; qu'elle a ensuite appelé Police-Secours à 6 h 11 ; que les pompiers sont arrivés en même temps que le premier des employés ; enfin, qu'« il est injuste de soutenir que quiconque ait manipulé le corps et nettoyé la chambre ».

Il reste qu'aucun procès-verbal n'est établi le premier jour et que l'affaire suit son petit bonhomme de chemin à travers la voie hiérarchique jusqu'à un substitut qui se déclare prêt à délivrer le permis d'inhumation. Gisèle secoue ses collègues, ses supérieurs et obtient une autopsie. C'est là qu'entre en scène l'un des princes de la médecine légale, le professeur Mariotti. Il y a quelques années, il avait à examiner un truant qui avait subi l'ablation du testicule gauche à la suite d'une fusillade. Il vient témoigner aux assises et il déclare qu'il a constaté que le testicule gauche de l'accusé est douloureux au toucher. Le bâtonnier Filippi se lève et lance : « C'est sans doute la douleur de l'avoir perdu. » C'est du Pagnol, mais du Pagnol macabre.

Depuis cette audience légendaire, on appelle Mariotti « l'homme qui ne sait pas compter jusqu'à deux ». Dans l'affaire Lucet, il examine superficiellement le cadavre. Dans l'oreiller, il trouve une chemise de laiton et du plomb écrasé. Comme il découvre une seconde chemise de laiton dans la boîte crânienne, il conclut tout simplement que la balle possédait un double chemisage. Le procureur de la République de Marseille, Albert Vilatte, est sur le point de délivrer le permis d'inhumation. Mais l'O.P.J. Gisèle, encore elle, obtient une deuxième autopsie.

Cette fois, ce n'est plus Pagnol mais Molière. Ils s'y mettent à trois, le professeur Mariotti et les docteurs Mazeaux et Vuillet. Ils ouvrent la boîte crânienne et trouvent une seconde balle entre l'os et le cuir chevelu. Ces médecins vont faire de la balistique. Ils vont expliquer que la première balle a pu se coincer dans le canon du Taurus et être poussée par la seconde. Ils vont

négliger de procéder au test de la paraffine, qui aurait dû déceler des traces de poudre sur la main du mort et lever le doute qui empoisonne aujourd'hui Marseille : Lucet s'est-il suicidé ou a-t-il été assassiné ?

Il y aura une troisième expertise, balistique celle-là. Mais les experts en balistique vont faire de la médecine légale, comme les médecins avaient fait de la balistique. Ils vont conclure que René Lucet, cliniquement mort après la première balle, n'a pu, six secondes plus tard — délai que Mme Lucet aurait d'abord indiqué aux policiers, ce qu'elle a démenti ensuite — presser de nouveau sur la détente du Taurus. Bref, les médecins penchent pour le suicide, et les balisticiens pour le crime.

Une querelle d'experts, qui recouvre un cli- vage plus profond. Derrière les médecins, il y a la droite marseillaise, qui veut faire de Lucet un

martyr. Il y a aussi le parquet, les notables judi- ciaires, la vieille droite des robins, toute la magistrature debout, qui accepte mal le nouveau pouvoir et qui ne le comprend pas. Derrière les balisticiens, il y a, bien sûr, la gauche. Mais il y a aussi les grands chefs de la police marseillaise, qui en ont marre. Yves Guillot, le patron de la Sûreté urbaine, en a assez de porter le chapeau pour toutes les lacunes et les contradictions de l'enquête. Plus haut, c'est le divisionnaire Sang- uoy, le patron de la Police judiciaire, qui enrage d'avoir été écarté de l'affaire.

« *Au bout de trois jours, dit-on à la P.J., nos services auraient bouclé la procédure. Le procureur général et le garde des Sceaux auraient reçu sur leur bureau un rapport complet, qui aurait apporté la solution de l'affaire. Maintenant, c'est cuit.* »

Peut-être pas en définitive, puisque le collège d'experts médecins légistes et balisticiens chargé

de lever les contradictions du dossier ont fait exhumer, jeudi dernier, le corps de M. Lucet du cimetière de Fontainebleau. La vérité sera-t-elle enfin établie — loin de Marseille — à l'Institut médico-légal de Paris ?

Mais derrière cette bataille d'experts tâton- nants, derrière cette ahurissante dissection ver- bale, il y a aussi une femme et deux enfants. Dans un parking, devant les bâtiments lugubres de F.R. 3-Marseille, j'ai vu Mme Lucet affron- ter la presse et dire d'une voix ferme que, le 4 mars au matin, alors qu'elle se trouve devant le cadavre, elle n'a comme amis dans cette ville cruelle que les gardes du corps de son mari et qu'elle les a appelés au secours parce qu'elle était désespérée. On a envie de crier « Assez ! ». A côté de nous, le cirque Paul Ricard plante son chapiteau à grands coups de maillet. C'est nous les clowns, mais notre numéro n'est plus drôle.

FRANÇOIS CAVIGLIOLI

AVENTURE

L'odyssée des Dupont

La mère Denise et ses deux garçons devaient être libérés, en cette fin de semaine, par les Libyens. Des espions, eux ? Katia D. Kaupp a enquêté dans leur village

■ Terminé, le cauchemar ? Que ce soit sur l'intervention du chancelier Kreisky, comme l'a dit Pierre Mauroy, ou en échange du « déblocage » d'une vedette destinée à la marine libyenne, Denise Dupont et ses deux garçons ont été graciés par le colonel Kadhafi. Ils devaient être rentrés en France pour dimanche. Dans quel état ?

Elle fredonnait toujours l'air de ses vingt ans, « *Riquita, jolie fleur de java* ». Une chance encore, dans sa « *mauvaise étoile* ». Elle a peut-être à jamais oublié son vrai nom : Riquita dit-elle, ce qui est plus gai que Denise Dupont, cinquante-huit ans, condamnée à perpétuité avec ses fils, le 21 février 1982, après vingt-trois mois de geôle libyenne. Ce jour-là, en une seule dépêche de l'A.F.P. ils étaient devenus des héros nationaux.

Quoi ! La mère Denise et ses deux garçons, Alain, vingt-cinq ans, Jean-Claude, vingt et un ans, accusés d'espionnage au profit de l'impérialisme et du sionisme ? Condamnés à vie, ceux-ci ? Les braves gens du Nord, qui les ont tant connus, n'étaient pas près d'y croire. Le verdict du « cadavre exquis » que fut leur procès, instruit pendant vingt-deux mois et reporté douze fois, était si ahurissant qu'il pouvait même troubler le sommeil de bédouin du colonel Kadhafi. Car la mésaventure de ces pauvres Dupont rappelle, en pis, la triste histoire d'un Marocain nommé Ali Ben Mohamed, qui passa, lui, deux ans et demi à Fresnes, sur une fausse accusation de viol. A chaque ciel son Mohamed ou son Dupont. Kif-kif. Faut bien quelque'un pour calmer la parano locale, d'accord ?

Beaucoup plus délicat est d'incarner ce quelque'un. Malheureusement pour les Dupont, c'était déjà leur cas lorsqu'ils étaient chez eux. Il sont nés à Thiant, ils vivaient à Haulchin et ils n'étaient jamais sortis de ces deux villages,

distants de cinq cents mètres. Valenciennes leur aurait semblé le bout du monde. Ils ne savaient pas qu'entre leur plat pays et Tripoli il y a beaucoup plus qu'une mer. Ils ne savaient rien. Lire et écrire, tout juste un peu. Compter, pas du tout.

Or, lorsque Arthur est mort, le père et mari, en novembre 1976, ils ont eu tout d'un coup des sous. Trois cent dix mille francs, le pactole. Comme leur maison se trouvait payée depuis un an, après vingt ans de traites mensuelles de trois cents francs, ils ont pensé à l'équiper... Elle était vide, ils l'ont remplie. Ils ont acheté à tire-larigot, au coin de la rue, en payant cash et comptant. Tout. La chambre à coucher, la salle à manger, la salle de bains, la hi-fi, deux grands frigos-congélateurs, la machine à laver *atomique*, comme disait Denise en voulant dire automatique, le vélo de course et même la voiture, une Opel, rien que pour l'avoir, vu qu'ils n'avaient même pas de permis de conduire.

Quand tous les Algériens du quartier ont déboulé chez eux, c'était la première fois que les fils Dupont, qu'on n'aimait pas comme aujourd'hui, se trouvaient des copains. C'était des gens à part. Aucun des deux n'allait à l'usine, on ne les avait jamais vus dans une manif et bref, ils n'avaient rien de leur père, qui était un vrai communiste. Un jour, on les avait surpris à recouvrir d'affiches gauchistes les affiches du maire.

Quelqu'un avait dû leur dire de coller et ils avaient collé. N'empêche : ce genre d'acte manqué a son poids dans un fief qui vote rouge depuis 1936. Une pétition contre eux avait circulé jusqu'à la mairie. Des voisins, pas tous, demandaient carrément leur expulsion de la commune. Pas parce qu'ils étaient bêtas, ça non, mais parce qu'ils étaient sales : « Momo »,

le fils du peuple et de Staline, en a frémi dans son cadre, au-dessus de la tête du maire. Non, a dit celui-ci, vous resterez à Haulchin, mais votre maison devra être propre.

Ils ont encore acheté, croyant faire propre. Et quand ils se sont retrouvés à sec, les copains sont restés et tout le matériel s'est peu à peu envolé. La voiture est partie en pièces détachées, la hi-fi a disparu, le vélo s'est barré, la rouille a attaqué les congélos et même les chèvres s'en sont allées. Car ils avaient aussi acheté des chè- vres. Les huit derniers mois, avant leur départ, ils seraient morts de faim si les copains ne leur avaient pas donné un pain de temps en temps. Ou la grand-mère. Ou Nino Di Masso, l'émigré des Abruzzes devenu entrepreneur, celui que la presse a appelé « M. X » pendant quinze jours, qui les aurait poussés à partir, sinon spoliés, et qui, de fait, leur expédia des mandats en Algérie quand ils criaient au secours, en P.C.V.

« Le poisson pour rien »

Chacun son rêve. Pour eux, qui étaient nés rue Maurice-Thorez, c'était l'Albanie... On ne peut plus vivre en France, disaient-ils. En septembre 1979, ils ont vendu, pour quatre-vingt-dix mille francs, à Di Masso, ce qui restait de leur maison démolie un peu plus chaque nuit... et ils sont partis pour l'Algérie, au lieu de l'Albanie. Là-bas, disait Denise, « *les tomates sont à trois francs le kilo et le poisson c'est pour rien* » ! Sans doute avaient-ils une sorte de prédilection pour la rime en « i », ch'timi, leur langue d'origine, puisqu'ils ont ensuite traversé la Tunisie en train, avant de prendre un taxi : celui-ci n'a eu qu'à suivre la plage, vers la droite quand on regarde la carte, pour les débarquer enfin sur ce rivage des Syrtes qui allait sceller leur drame.

Les marginaux possèdent une qualité qu'on aurait tort de mépriser : ils savent comment passer les frontières. Comment les Dupont se sont-ils arrangés pour avoir, à Alger, un visa pour Tripoli ? Toujours est-il que celui-ci était périmé, en avril 1980, lorsque, faisant l'objet d'un contrôle de routine, ils furent arrêtés. Et, depuis, la France profonde de leur nordique horizon clabaudait. Maintenant qu'ils ne sont plus ici, ceux-là mêmes qui les ont forcés à migrer, pour ne pas dire chassés, n'avaient d'yeux que pour Tripoli et suppliaient d'une même voix : « *Rendez-nous nos Dupont !* »

Ces pauvres Dupont. Ils ont servi à quoi, au juste, entre Tripoli et Paris ? Ils vont encore servir à quoi, demain, chez eux où ils n'ont même plus de chez-soi ?

K. D. K.